

Compte rendu de la rencontre avec Jean-Marc Ayrault le mercredi 22 octobre 2014

Laurence Baranski, Caroline Bonne, Jean-Baptiste de Foucauld, Jacqueline Louiche, Patrick Viveret

En guise d'introduction à l'entretien : remerciements de JBdF pour cette entrevue et pour la précédente rencontre et regrets que le projet de grande conférence fiscale n'est pas abouti.

Jean-Marc Ayrault précise que le but de cette rencontre est de garder le contact avec le Pacte Civique et ses actions. Concernant la réforme fiscale, il indique que pour lui, cette idée de conférence doit toujours être d'actualité. Il est arrivé à la conclusion que nous arrivions au bout d'un système, qu'il était nécessaire de rétablir un impôt citoyen pour retrouver le consentement à l'impôt et que la suppression de la 1<sup>ère</sup> tranche de l'impôt sur le revenu fait prendre un risque à cet égard.

### ***Bilan des réalisations du Pacte Civique***

JBdF présente les principales actions mises en place par le Pacte Civique depuis la dernière rencontre à savoir :

- Actions pour les élections municipales et européennes
- 1<sup>er</sup> mai « Fête du travail, faites des emplois » et 5 propositions en faveur de l'emploi
- Premier rapport de l'Observatoire de la qualité démocratique, dont un exemplaire lui est remis
- Soutien et diffusion de la pétition ICE « New deal for Europe » dont JBdF regrette qu'on parle si peu dans la presse car c'est une véritable occasion de montrer comment les citoyens peuvent participer à la construction de l'union européenne et coconstruire des projets. Montrer que l'Europe n'est pas qu'une contrainte mais au contraire une richesse.

JBdF précise que si le bilan est riche, toutes ces actions n'ont pas suscité d'écho médiatique tandis que les ressources financières du Pacte Civique ont beaucoup diminué et qu'il est nécessaire de trouver un « second souffle » pour continuer notre action.

### ***Les EGPC, une tentative pour mettre en scène et en chaine les initiatives citoyennes***

Présentation par Laurence Baranski des Etats Généraux du Pouvoir Citoyen qui ont vu le jour à la suite de la dernière rencontre avec Jean-Marc Ayrault, avec comme objectif de mieux relier les nombreuses initiatives créatrices tant au niveau national que local, en travaillant avec plusieurs collectifs d'associations (Pacte Civique, Collectif de la transition, Collectif Roosevelt...). « Mettre en scène et en chaine les initiatives ». Les mouvements se rencontrent, le désir de reliance est vif, il existe une réelle envie de mettre en commun et de travailler ensemble, de donner une voix aux citoyens, un besoin de mutualiser les moyens. Mais il est difficile d'organiser concrètement une reliance en l'absence de moyens. Et surtout la grande question est de savoir comment articuler cette intelligence citoyenne tant avec le monde médiatique qu'avec le monde politique.

### ***La question des liens entre les initiatives citoyennes et la politique***

Pour Jean-Marc Ayrault, c'est effectivement la vraie question : comment recréer des liens entre les initiatives citoyennes et la politique ? Il a récemment eu le même type de débat avec une personne travaillant avec Pierre Rosanvallon et son « Parlement des invisibles ». Comment créer un mouvement plus transversal ? Car ce potentiel est un capital précieux dans cette période de doutes, d'inquiétudes et de morosité individuelle et collective. C'est également un élément de solution à la crise de représentativité que traverse le monde politique. Il faut remettre en cause notre système d'organisation pyramidale et tenter de travailler ensemble. Il y a beaucoup de pessimisme mais aussi

beaucoup d'optimisme dans les actions et initiatives. L'initiative ICE lui semble un bon moyen de permettre aux citoyens de s'exprimer et il va s'efforcer de la faire circuler.

### **La mise en place d'un travail administratif sur la créativité ?**

JB de Foucauld rappelle que, quelques jours avant son départ de Matignon, il avait été évoqué avec Christophe Devys, l'idée de faire travailler les inspections générales des Ministères sur les diverses formes de créativité de la société civile en vue :

1/ de mieux les faire connaître

2/ de faire en sorte qu'elles inspirent les différentes politiques publiques

Cette idée a été présentée au cabinet de Manuel Valls. Elle reste d'actualité. Cela permettrait de mettre en place des démarches moins court-termiste et d'accompagner les mouvements sur le long terme.

### **Organiser une audition publique post mandat de JM Ayrault**

Pour Patrick Viveret, il faut relier ceux qui, dans la société civile, se posent la question de l'intérêt commun et ceux qui, dans la société politique, sont prêts à revoir leurs rapports au pouvoir. Il faut aussi envisager d'inventer de nouvelles ressources médiatiques, de nouveaux actes politiques. Pourquoi ne pas, par exemple, organiser une audition publique sur le retour d'expérience d'un ancien Premier ministre ?

Le but serait d'échanger sur un parcours dans le cadre précis de l'intérêt général et du bien commun. On peut envisager une réunion publique, mais avec des acteurs qui sont là pour jouer le jeu et respecter certaines règles (méthodologie et déontologie).

Jean-Marc Ayrault n'est pas contre le principe de cette idée, à condition cependant, de bien cadrer les choses. Il faut en effet, retisser quelque chose qui redonne confiance, pour contrer la « défiance », la montée du populisme et du repli identitaire. De la même façon, il faut repenser la gestion du temps (exemple de la mise en place de la réforme pénale pour éviter la récidive qui a été précédée d'une conférence de consensus). Si la recherche du consensus avec les citoyens n'est pas facile, elle est possible et souhaitable.

Laurence Baranski note que s'il existe une défiance des gens, c'est une défiance des gens vis-à-vis des partis politiques, mais pas vis-à-vis de la politique, surtout en ce qui concerne les jeunes. La défiance à l'égard des organisations (partis, syndicats...) coïncide avec un besoin de se reconnecter aux institutions si elles sont incarnées avec sincérité et légitimité. Il faut aussi prendre en compte les éléments nouveaux qui tiennent à la mutation informationnelle qui est globale. Elle offre beaucoup de potentialité, et c'est la question du bien commun qui fait le lien

Jacqueline Louiche précise qu'il y a une certaine urgence à reconnecter les jeunes et le monde politique.

Jean-Marc Ayrault rappelle que lors de la deuxième élection de François Mitterrand en 1988, 65% des jeunes avaient voté pour lui. Dans un reportage récent sur l'arrivée du Front National à Henin Beaumont, certains témoignages montrent qu'une des motivations pour ce vote c'est le fait d'être « enfin reconnu », « d'exister enfin », de prendre en considération la situation des classes populaires.

### **Fiscalité et apports en base temps**

Concernant la fiscalité, P. Viveret rappelle qu'il n'est nullement spécifié dans l'article 14 de la déclaration des droits de l'homme que la fiscalité soit impérativement financière. Il faut envisager des apports en base temps. De la même façon que l'on a mis en place une forme de travaux d'intérêt collectif, on pourrait avoir des formes de solidarité, de transfert de savoir, de service civique... Mieux valoriser la quantité de richesse qui ne s'exprime pas de façon purement financière (cf le Rapport sur la richesse).

## **L'idée d'un gouvernement d'union nationale**

JB de Foucauld évoque la réflexion du Pacte Civique sur l'hypothèse de travailler sur la mise en place d'un gouvernement d'Union Nationale ou plutôt d'Union Civique, construite avec les citoyens, qui pourrait constituer une alternative cohérente. Pour Jean-Marc Ayrault, cette hypothèse n'est pas possible en France à l'inverse de certains pays (Allemagne, Autriche...), nous n'avons pas en France une culture de la coalition de telle nature. L'idée serait plutôt de rechercher des points de convergence transpartisans sur des points particuliers. Jean-Marc Ayrault précise que les réformes, si elles sont bonnes, bien construites et qu'elles font sens, tiennent plusieurs mandats consécutifs. C'est le cas notamment du programme d'investissement d'avenir.. Cette initiative a été préparée en 2009 par la commission Juppé-Rocard, coprésidée par Alain Juppé et Michel Rocard. Cet emprunt a pris le nom de « Investissements d'avenir » et a été structurés en cinq programmes et il fait suite à la crise économique et financière qui a eu lieu en 2008 et 2009. Il a été confirmé et amplifié par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

La rencontre se conclut sur la nécessité pour le Pacte Civique de continuer son action et donc de trouver des financements pour un budget de l'ordre de 200 000 euros. Quant à la question d'une éventuelle rencontre avec François Hollande, Jean-Marc Ayrault pense qu'elle vaut la peine d'être tentée et souhaite être tenu au courant.